



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SERVICE DE BUREAU DE DÉPANNAGE JUS	
Solicitation No. - N° de l'invitation 19335-160056/E	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 19335-160056	Date 2017-09-22
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-637-31789	
File No. - N° de dossier 637el.19335-160056	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-11-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bitsene, Marlene	Buyer Id - Id de l'acheteur 637el
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4833 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Sollicitation No. - N° de l'invitation
19335-160056/E
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19335-160056/E

Amd. No. - N° de la modif.
003
File No. - N° du dossier
637e119335-160056/E

Buyer ID - Id de l'acheteur
637e1
CCC No./N° CCC - FMS No./ N° VME

La présente demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions 19335-160056/A datée du 6 septembre 2016 et dont la date de clôture était le 25 novembre 2016 à 14 h.

MODIFICATION 003

DEMANDE DE SOUMISSION

**POUR L'ACQUISITION DES SERVICES DE BUREAU DE DÉPANNAGE ET DE SOUTIEN INFORMATIQUE SUR
PLACE
POUR
LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

La présente modification est émise :

- 1- pour réviser la pièce-jointe 3, Établissement des prix;
- 2- pour réviser l'annexe B 3, Matrice de responsabilité financière;
- 3- pour réviser l'annexe A 17, Charge de travail de base du bureau de service; et
- 4- pour publier le recueil numéro 3 des questions et réponses. Le recueil numéro 2 est modifié en ajoutant les questions 7 à 9.

1. Révision de la pièce-jointe 3, Établissement des prix
SUPPRIMER dans son entièreté la pièce-jointe 3, Établissement des prix
INSÉRER la pièce-jointe 3, Établissement des prix RÉVISION NO.1
2. Révision de l'annexe B 3, Matrice de responsabilité financière
SUPPRIMER dans son entièreté l'annexe B 3, Matrice de responsabilité financière
INSÉRER l'annexe B 3, Matrice de responsabilité financière RÉVISION NO.1
3. Révision de l'annexe A 17, Charge de travail de base du bureau de service
SUPPRIMER dans son entièreté l'annexe A 17, Charge de travail de base du bureau de service
INSÉRER l'annexe A 17, Charge de travail de base du bureau de service RÉVISION NO.1

Solicitation No. - N° de l'invitation
19335-160056/E
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19335-160056/E

Amd. No. - N° de la modif.
003
File No. - N° du dossier
637e119335-160056/E

Buyer ID - Id de l'acheteur
637e1
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

4.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Numéro: 3
9/25/2017

#	RÉFÉRENCE	QUESTIONS	RÉPONSES
1		Lorsqu'il est mentionné le Québec, cela signifie-t-il que nous devons desservir le territoire entier? Pouvons-nous opérer de Montréal uniquement?	<p>Vous devez référer à l'énoncé de travail (EDT) dans la DP, pour saisir la portée des exigences.</p> <p>La DP exige que les Services du bureau de services (conformément à l'Annexe A 1) soient livrés dans toutes les régions du Canada, y compris le Québec.</p> <p>La DP exige également que les Services de soutien informatique à l'intention des utilisateurs finaux (conformément à l'Annexe A 2) soient livrés dans la région de la capitale nationale (RCN). La RCN est définie dans la Loi sur la capitale nationale, L.R.C. (1985), ch. N-4.</p>
2		Concernant la sécurité, nous détenons une VOD, est-ce suffisant?	<p>Toutes les exigences relatives à la sécurité auxquelles vous devez vous conformer sont énoncées dans la demande de proposition, sous l'article</p> <p>6. 1 Exigences relatives à la sécurité de la Partie 6: EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES</p>
3		Doit-on être préqualifié pour soumissionner? Pouvons-nous être invités à soumissionner?	<p>Non. Tout fournisseur intéressé peut présenter une soumission.</p> <p>La demande de proposition est l'invitation à soumissionner lancée à tous les soumissionnaires intéressés.</p>
4		À la section 4.2, Évaluation technique, sous-section c), point vérification des références (v), il est mentionné : En raison de la complexité et du volume des références de projets requis, nous demandons au ministère de la Justice du Canada de permettre au soumissionnaire de se servir des références qui ont déjà été	<p>Le gouvernement du Canada croit comprendre que cette question est la suivante :</p> <p>Selon la section 4.2, Évaluation technique, sous-section c), point vérification des références (v), les soumissionnaires peuvent-ils se servir de références dans des cas où leur société mère, une filiale ou une société affiliée a fourni le service, mais où le soumissionnaire lui-même n'a pas fourni le service?</p> <p>Dans ce contexte, le gouvernement du Canada confirme que les références des sociétés affiliées ne sont pas acceptées.</p>

		fournies par sa société mère, sa filiale ou une société affiliée.	Les références des sociétés mères ou des filiales ne seront acceptées que dans des cas où le soumissionnaire lui-même était chargé du marché au titre duquel les références ont été fournies. Si le soumissionnaire n'était pas responsable du marché, alors ces références ne seront pas acceptées. Le but du critère d'évaluation O.2 (qui figure à la pièce jointe 2) est d'évaluer la capacité du soumissionnaire de fournir les services visés. La réponse du gouvernement à cette question 4 reflète l'importance de ce critère O.2.
5		Afin d'éviter de procurer un avantage indu au fournisseur actuel, nous demandons que chaque fournisseur fournisse, dans la proposition financière, les coûts de transition, mais qu'ils ne soient pas cotés dans l'évaluation financière.	Non; le gouvernement du Canada ne modifiera pas l'approche utilisée en ce qui concerne l'évaluation financière des coûts de transition et les coûts de démarrage. L'inclusion des coûts de transition dans la cotation de la proposition financière ne crée pas un avantage indu pour le fournisseur actuel; cela est structuré de cette façon afin de s'assurer que le gouvernement du Canada reçoive de prix équitables en ce qui concerne ces coûts de transition et de démarrage. Les soumissionnaires potentiels devraient prendre note que la méthode de sélection relative à cette Demande de propositions (DP) est la « note combinée la plus élevée sur le plan du mérite technique (70 %) et du prix (30%) ». En ce qui concerne la pièce jointe 3, Le modèle du prix, onglet « Sommaire- Cumul de prix 4 ans », les coûts de transition constituent une composante plus petite du prix total de la soumission (qui est évalué à la hauteur de 30%). Un plus grand accent est mis sur le mérite technique de la proposition (à la hauteur de 70%).
6		Afin de fournir la meilleure réponse et la meilleure valeur au Ministère de la Justice, TPSGC peut-il accepter de reporter de trois semaines la date de clôture prévue pour la DP?	Le gouvernement du Canada accepte une demande de prorogation, mais de 13 jours seulement. La nouvelle date de clôture est donc le 2 novembre 2017. Tel qu'indiqué par le ministère de la Justice du Canada à la journée de l'industrie qui a eu lieu le 20 juillet 2017, le gouvernement du

			Canada doit respecter une échéance très serrée en ce qui concerne cette offre de services en raison du fait que la date de fin du contrat actuel approche. La demande de prorogation sera acceptée, mais le gouvernement du Canada ne prévoit pas accepter d'autres demandes de prorogation. On s'attend à ce que les soumissionnaires examinent la DP au complet afin de s'assurer qu'ils comprennent ce qui est exigé et puissent se préparer adéquatement pour soumettre une offre techniquement conforme au plus tard à la date de clôture de la DP.
7	Pièce jointe 3 : Établissement des prix - l'onglet «Utilisateurs finaux»	La quantité de base des ordinateurs portables dan la RCN, dans le document Établissement des prix, ne correspond pas aux quantités des ordinateurs portables du document Annexe A 18 - Appareils des utilisateurs finaux. Veuillez confirmer la quantité de base correcte.	Une modification a été effectuée au document Pièce jointe 3 : Établissement des prix, pour corriger une erreur sur l'onglet «Utilisateurs finaux». La quantité de base des ordinateurs portables est maintenant 2 323 (auparavant le nombre était de 2 833, une erreur).
8	Pièce jointe 3 : Établissement des prix	Où JUS aimerait-il que les soumissionnaires indiquent les hypothèses de coûts et les hypothèses techniques?	Le Canada n'évaluera pas des hypothèses de coûts. Les hypothèses techniques peuvent être fournies dans le cadre de la réponse à la demande de soumissions, dans le modèle prescrit (le cas échéant). Néanmoins, le Canada s'attend à ce que le soumissionnaire respecte toutes les exigences techniques énoncées dans le EDT.
9	Annexe B 3 - Matrice de responsabilité financière	Dans la cellule K9 de l'onglet «Resp. financière - Mat.», le Fournisseur a été répertorié comme responsable du Reprise après sinistre pour des Imprimantes et consommables. Puisqu'ils font partie de l'infrastructure JUS, cela devrait-il être la responsabilité de JUS?	Oui; le Canada est d'accord pour dire que la responsabilité du Reprise après sinistre pour les Imprimantes et consommables devrait être avec le ministère de la Justice Canada (plutôt que l'entrepreneur), pour être cohérent avec l'annexe A 3 - Services interfonctionnels, section 3.1.3.7, «L'entrepreneur doit faire la preuve qu'il atteindra ou dépassera en permanence les exigences de JUS relatives à la continuité des services et aux services de reprise après sinistre pour les installations et les services que possède l'entrepreneur».

Sollicitation No. - N° de l'invitation
19335-160056/E
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19335-160056/E

Amd. No. - N° de la modif.
003
File No. - N° du dossier
637e119335-160056/E

Buyer ID - Id de l'acheteur
637e1
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

			<p>En tant que tel, le document Annexe B 3 - Matrice de responsabilité financière, l'onglet «Resp. financière - Mat.», la cellule K11 (était K9) a été mise à jour pour indiquer «MJ», plutôt que «Fournisseur».</p> <p>Il y a plusieurs autres mises à jour apportées à ce document, Annexe B 3, pour tenir compte de la répartition des responsabilités nationales entre JUS et l'entrepreneur pour le Matériel de bureau, les Appareils mobiles et les Imprimantes.</p>
--	--	--	--